

# **LE GRALE, un réseau scientifique en SHS à vocation internationale**

par Jacques Fialaire

Co-directeur du GRALE

*(Groupement de Recherche sur  
l'Administration Locale en Europe)*

# Contacts / GRALE

- *Centre Malher, 9 rue Malher, F 75181, PARIS CEDEX 04*
- (bureaux 301 & 302 A)
- Tél. 33 (0) 01.44.78.33
- **Direction:**
- Bernard DOLEZ (Professeur science po. Paris 1)
- Nicolas KADA (Professeur droit public Grenoble)
- Jacques FIALAIRE (Professeur droit public Nantes)
- **Secrétariat général:**
- Maud LESUEUR (assistante-ingénieur CNRS – Univ.Paris1)
- [grale@univ-paris1.fr](mailto:grale@univ-paris1.fr)
- **Gestion comptable:**
- Younes HADDADI (assistant-ingénieur CNRS – CERAPS Univ.L ille)
- **Webmaster:**
- Laurent DELPAS (informaticien – Univ. Reims)

# La vocation du GRALE

**Sa mission:** promouvoir les recherches sur les processus sociopolitiques et économiques locaux, l'action publique territorialisée et les problèmes juridiques qui s'y rapportent

- **Un esprit associatif:** Le GRALE fédère une cinquantaine de centres de recherche en France + des chercheurs associés en Europe, soit environ une centaine de chercheurs actifs dans plusieurs disciplines des sciences humaines & sociales (SHS).
- **Un renouvellement permanent:** Le GRALE soutient depuis sa création en 1980 la « jeune recherche » par l'attribution chaque année d'un « prix de thèse ».

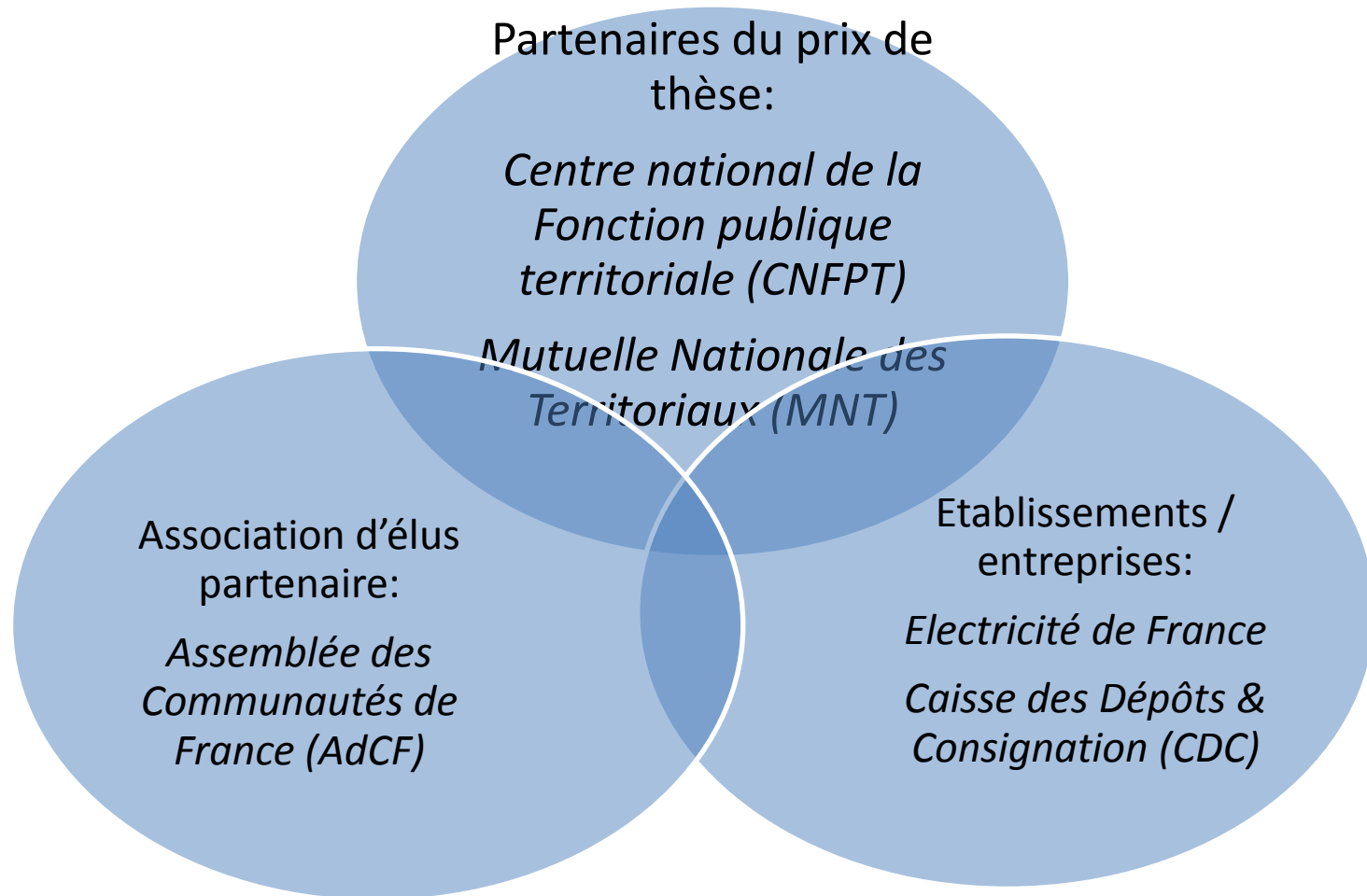
# Le GRALE, un groupement d'intérêt scientifique

- Un **statut souple** qui en fait :
- ➔ un cadre de coopération sans personnalité morale, **rattaché à deux organismes tutélares**: l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne & le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)
- ➔ une structure dotée d'une gestion financière à double comptabilité (une partie des écritures retracées au budget de l'Université Paris 1; une autre partie prise en charge par la Délégation CNRS du Nord de la France).

# **Le GRALE, *des recherches transversales par delà les frontières académiques***

- **Un réseau scientifique à vocation interdisciplinaire.**
- **Un partenariat pour la recherche entre universitaires et praticiens** acteurs de politiques publiques territoriales, dans le respect de l'indépendance de la recherche; cette collaboration favorise à la fois le renouvellement des questions de recherche et le renouvellement des capacités d'expertise.
- **→ *adoption de projets de recherche pluridisciplinaires adoptés par le Conseil scientifique du GRALE en lien avec ses partenaires qui sont associés à leur réalisation.***
  - *\* Exemple 1: un projet de recherche mené depuis 2016 sur le renouvellement de l'ingénierie territoriale, soutenu par la Caisse des Dépôts*
  - *\*Exemple 2: un programme de recherche sur les nouveaux mécanismes de financement des politiques de soutien aux énergies renouvelables, soutenu par Electricité de France.*

# Les partenaires pros. du GRALE



# Les actions récurrentes du GRALE:

## Le prix de thèse

- **Un prix de thèse des collectivités locales** est remis chaque année, récompensant les 3 meilleures thèses relatives aux institutions locales & régionales / l'action publique territorialisée, dans les différentes disciplines des SHS. Est décerné en même temps le prix de thèse du CNFPT, par le même jury constitué du conseil scientifique du GRALE élargi à des représentants des partenaires soutenant ce prix (CNFPT, MNT).

# Exemples de travaux récompensés par le prix de thèse du GRALE

## • Palmarès 2017

- **1<sup>er</sup> prix « Georges Dupuis »:** Mme Lisa Passavant, pour sa thèse de science politique
- ***Financer les politiques régionales: de l'autonomie à la contrainte budgétaire***
- **2<sup>ème</sup> prix:** Mme Laura Dydie, pour sa thèse de droit public ***Personnes publiques locales & énergie***
- **Prix spécial du jury:** Mme Eurydice Bled, pour sa thèse de sciences de gestion ***Analyse du développement local durable & de ses facteurs d'influence.***



# **Les actions récurrentes du GRALE:**

## **L'annuaire *Droit & gestion des collectivités territoriales***

- **Annuaire DGCT 2017, *Les territoires de l'Etat*, Le Moniteur 2017**
- *Dans un contexte marqué à la fois par une austérité budgétaire & une réforme territoriale renforçant les intercommunalités et faisant émerger les « grandes régions », la présence de l'Etat dans les territoires locaux est réinterrogée, tant pour ce qui est des niveaux d'intervention de ses services déconcentrés que pour l'implantation des établissements & entreprises qui lui sont rattachés. C'est le thème du dossier central de ce DGCT.*

# L'annuaire *Droit & gestion des collectivités territoriales* (suite)

- **Annuaire DGCT 2016, *Les élections locales, Le Moniteur 2016***
- *Les contributions transdisciplinaires réunies dans cet annuaire envisagent l'impact des élections locales intervenues en 2014-2015, qui ont vu le renouvellement de toutes les assemblées locales & régionales françaises.*
- *Elles interviennent dans un contexte perturbé par des réformes territoriales accélérées & par une réduction drastique des dotations de l'Etat mettant les budgets locaux au « régime sec ».*

# L'annuaire *Droit & gestion des collectivités territoriales* (suite)

- **Annuaire DGCT 2015, *Collectivités territoriales & emploi, 2015***
- *Le soutien apporté par les collectivités territoriales à la politique nationale de l'emploi, prend des aspects multiformes.*
- *A la politique de recrutement d'agents territoriaux & de jeunes bénéficiaires d'emplois aidés, s'ajoute l'impact des actions économiques des collectivités, de plus en plus différenciées.*

# Autres annuaires du GRALE

- Annuaire DGCT 2014, *Education, formation, recherche: quelle place pour les collectivités territoriales, 2014*
- Annuaire DGCT 2013, *Collectivités territoriales & énergie: ambitions & contradictions, 2013*

# Les actions récurrentes du GRALE:

## *Les rencontres du contentieux des CT*

- Depuis 2014, le GRALE organise chaque année ces rencontres, journées d'étude se déroulant dans les facultés de droit et/ou dans les juridictions administratives & financières. **Des regards croisés sont portés par chercheurs & praticiens** sur l'actualité du contentieux de l'action publique, domaine par domaine.
- *Ces rencontres ont eu lieu successivement à Grenoble (2014), Nantes (2015), Dijon (2016), Toulon (2017).*

# LE GRALE, UNE ORGANISATION DE TRAVAIL COLLEGIAL

- **2.1. Pôle Réformes institutionnelles et action publique locale : enjeux nationaux et européens**
- 2.1.1 Commission [« Organisation territoriale »](#) (dir.: Marie-Christine Steckel-Assouère, Droit public, Univ. Limoges)
- 2.1.2. Commission [« Politiques européennes et collectivités territoriales »](#) (dir.: Laurence Potvin Solis, Droit européen, Univ.Caen)
- **2.2. Pôle Développement économique et attractivité des territoires**
- 2.2.1. Commission [« Développement économique local »](#) (dir.: Jacques Fialaire, droit public, Nantes)
- 2.2.2. Commission [« Tourisme et collectivités territoriales »](#) (Jacques Spindler, sc.gestion; Anne-Marie Mamontoff, socio., Univ. Perpignan)
- **2.3. Pôle Développement durable et politique énergétique**
- 2.3.1. Commission [« Collectivités territoriales et développement durable »](#) (Gérald Orange, sc. gestion, Univ. Rouen, Jean-Luc Pissaloux, Droit public, IEP Lyon)
- 2.3.2. Commission [« Énergie et collectivités territoriale »](#) (François-Mathieu Poupeau, socio. ENPons&Chaussées; Karine Staropoli, Economie, Univ. Paris 1)
- **2.4. Pôle Ressources et gestion publique locale**
- 2.4.1. Commission [« Finances - dépenses locales »](#) (Robert Hertzog, droit public, Univ. Strasbourg)
- 2.4.2. Commission [« Emploi public local »](#) (Rémy Le Saout, socio., Univ. Nantes)

# Exemple 1: Le bilan résumé 2015-2018 de la commission *Organisation territoriale*

- *Cadre: Les membres de la commission, spécialistes de droit public, science politique, histoire & économie, s'appuient sur **différentes méthodes des sciences sociales**. Ils étudient les règles juridiques en vigueur, les évaluent au regard de leur application pratique et préconisent, le cas échéant, des réformes en vue d'améliorer le fonctionnement des institutions et les rapports entre les différentes administrations et entre ces dernières et les administrés.*
- *Programme: a notamment été opérée **l'exégèse des rapports officiels et des débats parlementaires** relatifs aux collectivités territoriales & intercommunalités de 1976 à 2016.*
- *Ont été décortiqués les **enjeux, obstacles formels & conceptuels**, les **enjeux et obstacles financiers, humains, géo-spatiaux & institutionnels**, et enfin les **enjeux et obstacles fonctionnels** de la décentralisation.*
- *Des membres de la commission ont été auditionnés par des commissions parlementaires ou ont accordé des interviews pour différents médias généralistes ou spécialisés.*

## Exemple 2: le bilan résumé 2015-2018 de la commission *Politiques européennes & collectivités territoriales*

- *Ses travaux ont été menés dans une perspective interdisciplinaire centrée sur le **droit, l'économie, les sciences politiques et l'histoire**. Leur objectif a été de saisir la singularité de la situation des collectivités territoriales dans la définition et la mise en œuvre des politiques européennes et de leur place dans les processus d'intégration et de fédéralisation de l'UE, tout particulièrement au regard de leur statut, compétences, coopérations, des rapports qu'elles entretiennent avec leur Etat et de leur diversité et identité juridico-politique, culturelle, linguistique.*



# Bilan des recherches appliquées 1

- Le GRALE, dont l'assise est interdisciplinaire, mène des **études de fond**, donnant lieu à des productions doctrinales, et des **analyses de politiques publiques**, nourries par des **enquêtes de terrain**.
- → *Ses méthodes de recherche reposent sur :*
- - l'analyse de bases documentaires (normes, travaux académiques et sources de données, produites pour partie par les partenaires) ;
- - l'exploitation & l'analyse d'enquêtes (traitement de questionnaires et entretiens semi-directs auprès de panels d'élus / cadres techniques, etc).

# Exemple 1 d'un travail d'enquête:

## *La culture de la dépense locale face à la crise*

- Coordination: Marc Leroy, Pr Sociologie, Univ.Reims
- Objet: **mesurer l'impact du référentiel de la rigueur budgétaire** dans la zone euro (déficit budgétaire < 3% PIB; dette publique < 60% PIB), **sur les politiques locales de dépenses publiques** (« culture dépensière »).
- Technique: **53 entretiens semi-directifs** menés en 2012-2014 auprès de directeurs financiers & de DGS ou DG adjoints des collectivités.
- ➔ **Pas de changement complet de paradigme**. 3 leçons tirées:
- 1. **Prégnance de la culture de la dépense** du fait des politiques d'investissement portés par les élus locaux
- 2. Lente prise de conscience du changement de donne, activée par les directeurs financiers
- 3. Construction d'une **typologie de la décision financière: 4 modèles**
- => le modèle élitaire (l'exécutif local décide)/ le modèle de l'expertise (force du travail préparatoire des techniciens)/ le modèle systémique (équilibre politico-administratif)/le modèle démocratique (poids des commissions & assemblées locales).

# Exemple 2 d'un travail d'enquête:

- Coordination: Abdelhamid Abidi, MCF Socio. Carthage, Jacques Fialaire
- Les politiques de développement local induisent des modes d'intervention faisant une place particulière aux **actions de planification**. La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 crée un nouveau schéma de planification dont l'élaboration est confiée aux régions : le "**Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires**" (SRADDET).
- Le **processus d'élaboration et les perspectives d'application de ce schéma** sont **l'objet** de la présente enquête (en cours).
- Le volet principal de cette enquête consiste à **identifier quelles ressources d'expertise** (« ingénierie territoriale ») sont mobilisées pour l'élaboration des SRADDET (*part d'internalisation / appui de l'Etat / concours externes*)
- Technique: une dizaine d'entretiens semi-directifs menés en 2018 auprès de cadres territoriaux & de conseillers régionaux des 11 régions françaises.

# Bilan des recherches appliquées 2

- En 2016, le GRALE a encouragé une série **d'études monographiques** menées dans des laboratoires affiliés, sur la mise en œuvre des réformes territoriales 2014-2015. Parmi les **projets retenus**:
- **\* Les axes du Centre de recherche Pau Droit public:**
  - *L'intercommunalité en mouvement: analyse des critères de rationalisation retenus par le préfet des Pyrénées Atlantiques pour les fusions opérées dans le SDCI*
  - *Le cas d'une intercommunalité XXL: la communauté d'agglomération du Pays basque & sa gouvernance*
  - *L'articulation entre la réorganisation des services de l'Etat & la déconcentration technique: le cas des établissements publics fonciers locaux*

# Bilan des recherches appliquées 3

- *\* Les principaux axes de l'Institut français des sciences administratives – section Ouest:*
- **- Le bilan des transferts & concours de compétences :**
  - *Cas du partage de compétences Etat / Régions dans la formation des sportifs de haut niveau délivrée par les CREPS (centres de ressources, d'expertise et de performance sportive)*
  - *Cas de la contribution des communes aux politiques nationales d'éducation*
  - *L'impact de la loi NOTRe sur l'exercice de la compétence habitat-logement – application en Pays de la Loire*
- **- Vers les métropoles:**
  - *L'évolution de la communauté d'agglomération d'Angers en communauté urbaine : les enjeux de la gouvernance*

# Bilan des recherches appliquées 4

- \* ***Les axes du LATTS*** [Labo Techniques Territoires Sociétés] (*Université Paris-Est*):
  - « **Les « grands usagers » et la réforme de l'Etat territorial - Quelles recompositions du système politico-administratif local ?** »
  - Par « grands usagers », sont entendues les collectivités territoriales, les chambres consulaires, les grandes organisations syndicales ou professionnelles, les principales associations engagées dans des politiques publiques.
  - **Enjeu:** tenter de re-« modéliser » les relations au sein du système politico-administratif local.
  - **2 angles** d'attaque retenus, avec travail sur enquêtes:
    - 1. Quelle **modification des circuits de décision?** (allongement? Gestion transversale? Nouveaux intercesseurs?)
    - 2. Quelles **nouvelles formes de mobilisation collective?** (de groupes organisés , type CCI, de fédérations locales de syndicats agricoles, du patronat local, associations...)

# Actions et publications passées 1

- *Quelques ouvrages collectifs :*
- Sabine Kuhlmann, Helmut Wollmann, *Introduction to comparative public administration: administrative systems and reforms in Europe*, Cheltenham and Northampton, MA, Edward Elgar, 2014
- Cécile Clergeau, Jacques Spindler (dir.), *L'immatériel touristique*, L'Harmattan, 2014
- Claude Devès (dir.), *Vivre & travailler dans les espaces à faible densité*, L'Harmattan, 2015
- Laurence Potvin-Solis (dir.), *L'UE & l'autonomie locale & régionale*, Bruylant, Bruxelles, 2015
- Nadine Dantonel-Cor (dir.), *Les politiques locales de sécurité*, L'Harmattan, 2016
- Laurence Potvin-Solis (dir.), *Les implications territoriales de l'UE*, Bruylant, 2017
- Laurence Potvin-Solis (dir.), *Les collectivités territoriales & la construction européenne*, à paraître Bruylant 2018
- Pierre-Yves Chicot (dir.), *La nouvelle régionalisation à l'aune de l'évolution législative de la décentralisation: méthodologie & vision prospective de régions stratégiques*, à paraître L'Harmattan, 2018.

# Actions et publications passées 2

- *Dossiers parus dans des revues périodiques:*
- Marie-Christine Steckel, *Synthèse* du colloque sur la « Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », tenu les 4 et 5 décembre 2015 à la Faculté de droit de Limoges, *Revue générale des collectivités territoriales* 2016 N°58, pp. 59-70
- Virginie Donnier, Grégory Marchesini (dir.), « Les libertés fondamentales dans le contentieux des collectivités territoriales », *Bulletin juridique des collectivités locales*, 2 N°, juillet-août 2017.
- Martine Long (dir.), Actes du colloque « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », Angers, 15 & 16 mars 2017 *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, juillet-août 2017 pp. 518-522.
- Rémy Le Saout (dir.), « L'emploi public local & la rationalisation budgétaire », *RFAP* janv.-fév.2018.



# Présentations d'ouvrages (1)

## QUELLE ORGANISATION POUR LES GRANDES RÉGIONS EN FRANCE ET EN EUROPE ?

Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Claude Némery  
L'Harmattan, 2015

- *Sont rassemblés les Actes d'un colloque tenu à Reims peu après la réforme de janvier 2015 réduisant de 21 à 12 par des fusions le nombre des régions françaises. Si un moment politique favorable a permis que triomphe la thèse des « grandes régions », réputées de taille européenne, cette réforme est fortement critiquée pour son impréparation et ses incohérences.*

# Présentations d'ouvrages (2)

- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISATIONS RÉGIONALES - De l'indifférence à l'interaction

Ouvrage collectif sous la direction de Danielle Perrot, L'Harmattan, 2015

- *Parmi les évolutions affectant le droit international public, dont les ressorts ne sont plus actionnés par les seuls Etats et organisations internationales, figurent la montée d'organisations « régionales », dont certaines font une place à une représentation des entités infra-étatiques, telle l'UEMOA. Le GRALE a apporté son soutien scientifique & financier à la tenue de ce colloque en 2014 au centre universitaire Schoelcher de la Martinique.*

# Actions et publications en cours

- *Rencontres du contentieux de l'action publique locale*, Toulouse, 24-25 mai 2018.
- Annuaire 2018 DGCT, « ***Les grandes régions*** », à paraître: Le Moniteur, sept.2018 (s'appuie en partie sur une enquête menée auprès des DGS).
- Colloque en préparation: « ***L'ingénierie territoriale face au défi du développement économique dans les ruralités*** », 6 avril 2018, Institut d'Auvergne du Développement des Territoires de Clermont-Ferrand.

# La dimension internationale du GRALE

- **Un capital d'expertise** s'appuyant sur :
  - - une **veille régulière** sur l'actualité des instances de l'UE & du Conseil de l'Europe
  - - une **chronique internationale du DGCT** (études par pays).
  - - un engagement dans des **programmes de recherche comparée** & l'organisation régulière de **colloques incluant des communications de chercheurs étrangers**.
- *\* Exemple 1: une étude franco-russe sur les procédures administratives / l'accès aux services publics locaux (Khabrieva, Marcou [dir.]) (Sté de légis. comparée, 2012).*
- *\*Exemple 2: le projet européen COST Action – volet « Local Public Sector Reforms, An international comparison, 2013-2015.*
- *\*Ex.3: Le séminaire France-Corée du sud d'avril 2017 sur la coopération scientifique internationale.*

# Le réseau international du GRALE

- Cette liste recense les institutions scientifiques et les organisations internationales avec lesquelles ou pour lesquelles le GRALE a mené des actions de recherche, ou dont les membres ont participé aux travaux du GRALE, ou qui ont fait appel aux chercheurs du GRALE.
- ***Organisations internationales intergouvernementales***
- Banque mondiale/Conseil de l'Europe/Union européenne (programme SIGMA mis en œuvre par l'OCDE).
- ***Organisations non gouvernementales***
- – Association européenne des Représentants territoriaux de l'État (AERTE).
- – Cités et Gouvernements Locaux Unis (Barcelone).
- – Eastern Region Organization of Public Administration (Manille).
- – Unions des Dirigeants Territoriaux en Europe (UDITE).
- – Local Government Initiative (Budapest, Open University).
- – Programme de Développement Municipal (Afrique).

# Le réseau international du GRALE (suite)

- ***Afrique:***
- **Afrique du Sud**
  - – South African League of Local Authorities (SALGA).
- **Égypte**
  - – Université du Caire.
  - – Conseil d'État d'Égypte.
- **Maroc**
  - – Université de Rabat.
  - – Ministère de l'Intérieur, Direction générale des collectivités locales.
- **Tunisie**
  - – Université Tunis 1.

# Le GRALE et la coopération scientifique internationale – Quel avenir?

- *L'espace européen*
- Pour le compte de l'ONG Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU programme GOLD5), le GRALE préparera entre 2018 et 2020 le **prochain rapport sur la décentralisation et la gouvernance territoriale dans le monde**, pour la **partie Europe**; cette recherche est coordonnée par Nicolas Kada, co-directeur du GRALE.
- Avec un de ses partenaires, le CNFPT, le GRALE va engager des **études comparées sur les Fonctions publiques en Europe**.
- Une recherche comparée est engagée comparant la **gestion des services d'eau** entre la France, l'Espagne & l'Italie.

# Exemple: le projet sur la décentralisation et la gouvernance territoriale en Europe

- *Context* : As the basis, the Local and Regional Governments' Report to the 2017 HLPF shows us that the role of local and regional governments in Europe has grown considerably in the last few years. As of 2016, they accounted for 34.8% and 33.2% of total public revenues and expenditures respectively in the European Union.
- *Purpose*: The principal chapter will describe the process of localization of the Sustainable Development Goals (SDGs) and the other global agendas, the development of political and institutional enabling environments, and the role of local and regional governments in the localization of these agendas.
- Then, it will be a set of country fact sheets describing the political and financial context of local and regional governments in each country.



# Le GRALE et la coopération scientifique internationale – Quel avenir?

- *Et pour l'Afrique?*
- **2 orientations possibles** au choix du CS:
  - - soit le GRALE reste à périmètre constant
    - ➔ Les coopérations seront ponctuelles
      - soit le GRALE élargit à terme son espace; il pourrait devenir à terme le *GRALE 3A (Europe-Asie-Afrique-Amérique)*.
  - ➔ Un réseau trans-frontières reste à édifier....

# Propositions issues du débat avec les chercheurs & praticiens à l'ENAM du Bénin 15/03.2018

- ***Les orientations de recherche souhaitées :***
  - - Besoin d'études comparées incluant une dimension financière (appréhendant les problèmes liés à l'indexation du Franc CFA)
- ***Les attentes d'actions /soutiens du GRALE :***
  - - Dresser un état de l'art sur la décentralisation en Afrique
  - - Leur offrir une fenêtre dans le DGCT ou soutenir des publications de chercheurs africains dans des revues françaises.
  - - Accueil de doctorants africains & encadrement par des chercheurs du GRALE
- ***Le renforcement de la recherche en Afrique francophone***
  - - Créer un réseau de chercheurs sur la décentralisation dans l'espace francophone UEMOA, futurs correspondants du GRALE
  - - Mener un projet de cycle doctoral à l'ENAM du Bénin (préparation de thèse « professionnelles »).